

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE Réunion Inter-Entreprise.	p.1
NOTES de LECTURE "Changer la Vie". J. Guéhenno.	p.4
LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE Les électriciens de New-York. Le mouvement "Rank and File" en Grande-Bretagne.	p.5
CORRESPONDANCE	p.7
L'EVOLUTION DES SYNDICATS Accord d'entreprise (Bonpertuis)	p.9
DOCUMENTS URSS- "La génération perdue"	p.13
CORRESPONDANCE	p.18
CE QUE NOUS SOMES, CE QUE NOUS VOULONS	

LE NUMÉRO

mensuel

0.30 N.F.

Numéro 7 - AVRIL 1962

in travailleurs en France

Au cours de la réunion inter entreprise du 14 avril, 15 camarades de Paris ont discuté à la fois des actions revendicatives en cours, de l'incidence des événements d'Algérie et du référendum pour les travailleurs; par le biais de ces discussions des questions toujours actuelles et maintes fois débattues- celles de l'attitude à avoir au cours des mouvements revendicatifs, celle des rapports avec les syndicats, celle des revendications elles-mêmes se sont trouvées au centre du débat, posées notamment par de jeunes camarades qui abordent la lutte ouvrière avec un œil neuf et critique, et une expérience nouvelle.

Ce qui se passe dans les entreprises: la plupart des camarades font état de luttes: Deux camarades de Jeumont (construction électrique) parlent d'une action contrôlée par les syndicats mais répondant à une poussée de la base. Il y a beaucoup à dire sur ce mouvement: revendication uniforme au départ se transformant en augmentation hiérarchisée, très différenciée suivant les catégories, les ruptures de solidarité entre professionnels et OS, le mouvement orienté par les syndicats manœuvré par la direction, aboutissant jusqu'à maintenant à tout diriger dans le sens voulu par le patronat. Les camarades feront un texte quand cette action sera terminée.

Un camarade de chez Morse: (signalisation de chemin de fer) indique qu'une grève des heures supplémentaires est envisagée pour appuyer une revendication de salaires.

Un camarade de la Compagnie des signaux électriques (C.S.E.): transformation de son entreprise à la suite de la concentration avec d'autres entreprises importantes (SACEM). D'où disparition de conditions de travail liés à l'entreprise moyenne (tolérances sur l'horaire, discussion directe avec les réceptionnaires); par réaction, les travailleurs appliquent eux aussi strictement le "règlement" (départ juste à l'heure, etc..) Les salaires ont été augmentés et alignés sur ceux des autres entreprises. Ce camarade évoque l'attitude de travailleurs utilisant des techniques nouvelles (électronique) qui méprisent un peu les autres (d'où l'épithète de "savants")

Un camarade de l'assurance souligne que l'on retrouve ce même phénomène dans l'assurance avec l'introduction des ordinateurs électroniques qui ont amené une division marquée entre "techniciens" et employés.

Un camarade métallo sur un effectif de 110 ouvriers, il est passé en deux ans 200 ouvriers dans cette usine d'outillage. Par suite, les revendications de salaires restent individuelles. Celui qui se refuse à aller parler pour lui, reste isolé; ce n'est pas par peur du patron qu'il se refuse à une démarche non collective mais par refus d'une attitude individualiste.

Dans les P.T.T. quelques débrayages, mais limités localement d'après les rapports entre les syndicats et les cadres.

Une camarade d'une petite entreprise de reproduction de tableaux parle longuement d'une lutte menée par six de ses camarades qui a permis d'obtenir 8H (au lieu de 9,) sans diminution de salaires. Ce mouvement est intéressant par certains aspects et cette camarade en fera un récit complet.

-2-

Un camarade ébéniste (entreprise de 6 ouvriers) fait ressortir qu'il est pratiquement le seul à revendiquer (pour lui et ses camarades); ceux-ci font 50 heures et plus; bien qu'ils soient d'accord sur beaucoup d'injustices dans le travail et la paie (le salaire des compagnons varie de 350 à 550 de l'heure pour un travail sensiblement identique) ils ne bougent pas quand il s'agit de revendiquer même pour eux-mêmes; que ce soit sur le plan du travail ou celui de la société, on constate la même indifférence.

Ce camarade pose le problème revendicatif dans son ensemble en comparant les actions pour une augmentation de salaire à une action générale pour une baisse de prix: cette observation conduit à aborder les mécanismes économiques dans la société capitaliste. Le camarade mettra par écrit ses observations et une discussion se poursuivra dans le bulletin.

Un camarade de Renault: (chaîne de montage moteurs) diverses actions ont été engagées mais elles vont en fin de compte au devant de la politique de la direction. Les travailleurs paraissent décidés à se battre pour les salaires mais les formes d'action auxquelles poussent les syndicats ne sont pas de nature à les entraîner (par exemple une grève de 100 ouvriers de la chaîne, alors que les 1400 autres travaillent). De plus, d'une part les liens créés par les syndicats eux-mêmes dans les accords d'entreprise (abattements sur primes trimestrielles par exemple si "entrave à la production"), d'autre part, les "avantages" accordés au personnel qualifié (celui dont a besoin la direction) paralysent encore plus les travailleurs dans ces mouvements sporadiques.

La position des syndicats: L'action présente des syndicats est, comme d'habitude assez complexe: agitation périodique à proximité des élections de délégués (Renault, SNCF,..) désir de "consolider" les nouveaux adhérents faits au cours de la lutte anti-OAS, reprendre en mains les luttes ouvrières après la mise en veilleuse depuis au moins un an, ceci en vue d'élections politiques qu'ils croyaient proches, mais qui se sont évanouies. Comme d'habitude tous les arguments sont bons pour la CGT notamment, pour faire croire à des luttes et à des "victoires ouvrières" (les camarades de Jeumont et Renault citent des faits semblables de mensonges diffusés par l'Humanité sur les salaires, sur les ouvriers italiens). Toute cette agitation présentée comme un "rôlage" pour un mouvement généralisé va en fin de compte dans le sens de la politique patronale.

Les accords d'Evian et l'Algérie sont presque passés au second plan. Il y a maintenant une attente. La suite du référendum (remplacement de Debré par Tompidou) a éclairci les idées de ceux qui avaient voté oui (la majorité). La position tactique des syndicats reflète une orientation nouvelle des luttes ouvrières. C'est ce qu'exprime un bulletin d'information patronale:

" Il semble que dans les semaines qui vont suivre le référendum, la "question de l'Algérie" va, dans les centrales syndicales, où elle a été habilement exploitée pour rassembler les travailleurs autour des leaders des organisations ouvrières d'entreprises, céder le pas aux revendications sociales pures.

" Les signes sont nets, dans les plus grandes usines, que la vitalité CGT, CFTC, FO, prendra très vite de l'ampleur.

" Les divisions pourraient très vite, en fonction de l'attitude gouvernementale et du comportement des employeurs, s'atténuer devant un reprochement. Le rapprochement le plus plausible et le plus redoutable pourrait être celui de la CGT et de la CFTC; dans cette dernière centrale une promotion de jeunes dirigeants beaucoup moins "confessionnels" que leurs aînés est sortie de l'action en faveur de la

findes hostilités en Algérie et cette promotion, comme quelques grands patrons l'ont constaté dans leurs usines, n'est pas formellement "braquée" contre la CGT, au sein de laquelle montent aussi des jeunes plus socialement lucides et moins politisés que les vieux cadres de la centrale communiste. Les jeunes cadres sont relativement bien instruits, très informés des problèmes économique-sociaux et capables d'exploiter auprès de la base l'indépendance qu'ils manifesteront envers les partis. Ces ont des revendicateurs que les consignes extérieures ne freineront pas."

Au cours de la discussion, ces questions sont abordées par les camarades jeunes. Il ne suffit pas de répéter ce que nous avons dit ici à beaucoup de reprises, mais il faut laisser les nouveaux camarades exprimer leur expérience (ou leur inexpérience) à ce sujet. Parce que nous sommes "anciens" nos positions, fixées en fonction de notre passé doivent aussi évoluer puisque notre société et les rapports de travail évoluent. Faute de place, nous ne pouvons reproduire toute la discussion; elle concerne le problème syndical lui-même.

Nous y reviendrons dans le prochain numéro avec d'autres témoignages et d'autres documents.

Sur le dernier bulletin:

Un camarade évoque la critique du livre de Dumont "Terres Vivantes". Pour lui Dumont est un ingénieur que consultent les gouvernements (Chinois, Cuba, etc..) pour savoir ce qu'ils vont imposer aux paysans. Ce qui compte pour nous, c'est de savoir ce que pensent les paysans. Il ne nous appartient pas de leur dire ce qu'ils ont à faire si ce n'est de leur dire de former des conseils pour résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes. De tels personnages "font" dans les pays sous-développés et imposent des solutions dans le cadre des sociétés actuelles.

La "démocratie" jugée par les patrons (Entreprise du 3/3/68)

"J'ai eu l'occasion de participer récemment à un colloque organisé par France-Forum sur "l'avenir de la démocratie". Je suis frappé de voir combien ce sujet donne lieu à débats. C'est à croire que les démocrates ne croient plus en eux. Mais peut-être le vrai problème est-il le suivant: la démocratie a toujours eu jusqu'ici une sorte de caractère athénien. Un groupe d'hommes adoptant entre eux des règles "démocratiques" ont, en fait, imposé leur politique à l'ensemble d'une société. Désormais, la masse se décompose en groupes organisés et eux-mêmes conscients. La montée des syndicats en est un indice très net. La manifestation du 13 février va dans le même sens. La maturité politique de la foule implique qu'à terme cette foule réclame une part réelle du pouvoir. Comment la faire participer? Le colloque auquel je fais allusion a permis de déterminer qu'à tout le moins ce ne sera pas par l'intermédiaire des partis traditionnels. Le parti tend à n'être plus qu'une machine d'ailleurs très utile et nécessaire pour dégager des hommes et pour établir certains liens entre le pouvoir, l'opposition et l'opinion les vrais débats se situant dans d'autres enceintes, syndicats, groupements, cercles et fondations."

notes de lecture

"Changer la vie" Jean Guéhenno - Ed. Grasset.

si Guéhenno a changé sa vie, que nous importe !
Ne dramatisons pas. Il n'est devenu ni un patron de combat, ni un grand chef politique, ni un bonze syndical. Comme professeur, et quand on sait qu'à peine 5% de fils d'ouvriers ou de paysans accèdent à l'enseignement supérieur, Guéhenno n'a pas pu faire trop de dégâts. Quant à son bouquin, il sera peu lu. A quoi bon argumenter contre cette laborieuse confession.

Par contre, dans ce livre, il y a les pages consacrées à ses parents et à Fougères. Elles complètent un de ses bouquins (dont je ne sais plus quel est le titre) et qui narrerait les grèves de 1906. Ça, c'est à lire. D'abord, pour connaître une page de l'histoire du mouvement ouvrier. Et aussi pour comparer avec le présent. J'ai parlé dans ces notes de lecture, à propos du livre d'Andrieux et Lignon, du mythe de l'ouvrier " d'avant ", Dans tout ce qu'a écrit Guéhenno sur Fougères 1906, on trouverait des réponses au questionnaire d'Andrieux et Lignon. Résumons les: quelques militants pour plusieurs milliers d'ouvriers et ouvrières. Des militants courageux, dévoués à la cause, mais aux idées confuses. Celles de l'époque. Mélange hérité des compagnonnages, des doctrines socialistes et anarchistes encore peu connues des propagandes de la Libre-Pensée et de la Franc-Maçonnerie, le tout dominé cependant par un sûr instinct de classe né et entretenu du fait de l'exploitation patronale; si je n'ai pas connu les ouvriers de Fougères, j'ai par contre beaucoup entendu parler à la maison, des carrières de la région de Segré. Ces ardoisiers de Renazé dont je me souviens, je les revois semblables aux ouvriers de Fougères de Guéhenno. A la même époque, ils avaient leur syndicat, leur coopérative, leurs quelques militants, avec les mêmes idées. Reportons alors à l'enquête de Lignon et Andrieux et constatons le progrès parcouru, malgré les Guéhenno qui changent leur vie et "réussissent". Cette évasion de la classe ouvrière alimente le mythe de la promotion possible. Et Paris-Match peut raconter l'histoire de ce petit cordonnier entré à l'Académie Française.

mmmmmmmmmm

La "Réhabilitation" de l'Armée:

C'est Paul Reynaud qui avait déclaré en avril 61 que le "putsch" allait réveiller dangereusement les sentiments anti-militaristes pourtant bien apaisés.

Il a suffi de l'accord d'Evian, pour que les militaires "fidèles" nous soient présentés comme des "bons soldats".

De l'Humanité à France-Soir, c'est à qui commentera les "contacts" et la collaboration entre militaires français et algériens, pour le maintien de l'ordre.

En même temps on exploite cette histoire : "L'armée offre un sursis à un jeune paysan qui a brillamment passé les tests d'aptitude".

L'armée "service social" et comme dit le recteur de l'Académie de Lyon "une intelligente collaboration entre l'armée et l'éducation nationale".

mmmmmmmmmm

les travailleurs dans le monde

Les électriciens de NEW-YORK

ont obtenu la semaine de 25 heures de travail, sans diminution de salaire, après une semaine de grève. Voici quelques commentaires tirés de "Business Week" 27/1/62 qui montrent les réactions des milieux dirigeants syndicaux patronaux et gouvernementaux:

"Généralement, les syndicats sont plus embarrassés qu'enthousiastes par la journée de 5 heures des électriciens. Les tacticiens du syndicat disent que le succès de Local 3 (il s'agit de la section des électriciens de New-York) peut actuellement ralentir les progrès des syndicats vers une réduction de la durée du travail...

... Sans problème de chômage, cette revendication a été considérée comme une action pour des salaires plus élevés... Les entrepreneurs de New-York se demandent ce que les autres syndicats feront. Les électriciens de "Local 3" sont seulement une goutte dans le baquet des 200.000 ouvriers du bâtiment des 132 sections de 18 principaux syndicats... Un porte-parole haut placé de l'administration déclara cette semaine que les 25 heures des électriciens de New-York étaient "injustifiables" et "absolument contraires aux désirs de l'Administration pour des discussions raisonnables.

... Les syndicats trouvent que l'attitude des électriciens est difficile à défendre. La semaine de 25 heures ne cadre pas avec les arguments avancés par les syndicats pour demander la réduction de la semaine de travail. Les leaders syndicaux soutiennent que les travailleurs américains doivent travailler le nombre d'heure nécessaire pour assurer le plein emploi. C'est-à-dire que la semaine doit être réduite - seulement en cas de nécessité - pour que chaque ouvrier puisse avoir un emploi. Mais les électriciens de New-York ne connaissent pas de chômage. Leur revendication n'était pas liée à un problème urgent d'emploi. Leur victoire crée une situation nouvelle. A cause de cela, les syndicats craignent que la victoire de "Local 3" ne fasse boomerang. Elle va détruire l'argument des syndicats que la diminution de la semaine de travail doit être considérée comme une solution immédiate au problème du chômage. "

Le mouvement "RANK AND FILE" en Grande-Bretagne.

(d'après un article du "Socialist Leader" 24/3/62)

Une conférence du "National Rank and File Movement" s'est tenue à Londres, le dimanche 11 mars; des travailleurs de différents syndicats représentant différentes positions politiques se sont rencontrés pour discuter des problèmes

d'organisation ouvrière et pour examiner les voies et moyens d'étendre la participation et l'influence des militants du mouvement "rank and file".

La plupart des participants abordèrent de la manière la plus large tous les aspects de ces questions et l'unité de vue évidente de la conférence augure bien du futur d'un mouvement qui a déjà montré des signes de développement et causé quelques soucis aux employeurs et aux leaders syndicaux qui ne sont pas prêts à céder aux revendications des travailleurs de l'industrie.

Déjà le mouvement N.R.F. a été l'objet d'attaques dans la presse au sujet de leur revendication de contrôle ouvrier et il fut établi à la conférence que des membres ont été menacés d'expulsion de leurs syndicats officiels à cause du soutien apporté aux idées du mouvement "Rank and File". C'est (dit un des orateurs) "une tentative d'intimidation des bureaucrates syndicaux qui craignent l'idée de contrôle ouvrier, même dans le syndicat".

Il fut insisté particulièrement sur le but essentiel du mouvement qui est de constituer un mouvement qui représente les aspirations réelles de la classe ouvrière et combatte pour se libérer des "directions pourries" qui se sont installées au-dessus d'elle. Dans la lutte pour cet objectif, il ne peut y avoir de compromis et aucune répression ne les amènera à abandonner les principes de base du syndicalisme.

... Un appel pour réexaminer les formes de l'action ouvrière organisée reçut un accueil favorable et il fut convenu que le Comité essaierait de publier une brochure soulignant les moyens par lesquels les travailleurs peuvent faire valoir leurs droits avec succès sans toujours recourir à l'arme de la grève qui souvent crée de grosses difficultés pour beaucoup de travailleurs.

Cette brochure doit faire suite à une brochure déjà publiée "Stratégie de la grève" qui examine les différents aspects de l'action ouvrière.

... Un comité de 8 membres fut élu, pour assumer les tâches administratives pour l'année à venir..

Il fut réaffirmé que le mouvement "Rank and File" est une organisation qui combat pour la défense des intérêts ouvriers et au cours de cette lutte pour promouvoir la politique de contrôle directe des ouvriers. Il fut aussi réaffirmé qu'un tel mouvement doit être indépendant. Il doit être libre de tout contrôle politique et libre de tout contrôle des officiels syndicaux salariés et bureaucrates et doit être fermement établi sur le principe du contrôle par la base.

correspondance

Extrait de la lettre d'un camarade secrétaire de la 8è section de Paris du P.S.U.

... Je comprend mal comment des signataires osent affirmer que les manifestations comme celles du 19 décembre et du mois de janvier n'ont qu'un but soutenir le gouvernement. Certes l'opinion publique l'a interprété de cette façon mais elle a réagi le 13 février. Cette fois, le gouvernement est allé trop loin. Ils sont venus à l'enterrement pour protester contre le gouvernement. Ceux-là n'étaient pas perdus pour la gauche. Ils ne nous calomnient pas.

Ce métallo de Renault s'étonne que le P.C.F. veut renformer le service d'ordre. Pourquoi vouloir lire entre les lignes. L'encadrement était insuffisant quoiqu'en dise le gouvernement. Il est clair qu'avec un service d'ordre puissant il n'y aurait pas eu de mouvement d'effolement quand les policiers se sont rués sur les manifestants. Les dirigeants ont eu conscience de leur responsabilité. Au P.S.U. le nombre de manifestants n'était pas du même ordre que celui du P.C.F. Ce parti est organisé depuis un quart de siècle, tous les militants travaillent sur un arrondissement peuvent être touchés en quelques heures, d'où plus forte vigilance et meilleur encadrement.

Dire que l'O.A.S. n'est pas le fascisme ce n'est pas sérieux, en attaquant les permanences communistes on passe aux permanences syndicales et ensuite les patrons s'endorment à cœur joie pour licencier... Certes la bourgeoisie n'a pas eu besoin de l'O.A.S. jusqu'à présent, mais une remontée de la gauche permettrait une contre attaque tandis qu'une victoire de l'O.A.S. liquiderait comme en Espagne les petits groupes de résistance.

En vérité il fallait aller aux obsèques pour rendre hommage à de bons militants. Ce que je ne comprends pas, c'est que des gens osent écrire que la manifestation était partie du P.C. enfin quoi, vous êtes payés par Frey pour écrire cela. Qui a osé manifester le 1^{er} novembre à la Place Clichy. Croyez-vous que les militants y sont allés de bon cœur, avec dans Paris des milliers de C.R.S., un hélicoptère en permanence. Le 19 décembre les syndicats avaient organisé la manifestation (60.000 personnes) et le 6 janvier lorsque les communistes ont organisé une manifestation après la fusillade de leur irreuable Central il y avait une vingtaine de milliers de manifestants.

Je reviens à la manifestation du 1^{er} novembre qui a eu une grande importance sur le comportement du P.C. celui-ci a vu ses jeunes se lancer dans une action de rue le 18 novembre et le P.C. se lançait lui-même dans la bagarre après l'apparition officielle de l'O.A.S. à l'Assemblée Nationale le 6/12 avec le P.S.U.

Le 27 octobre 1960, le P.C. pouvait se permettre de refuser de participer à une manifestation. Or, l'affaire Gasanova-Servin a surgi de ce refus, et le P.C. a perdu du terrain au quartier Latin.

1936 a été possible parce que les travailleurs se sont ligüés contre les extrémistes de droite, et ont pu gagner la bataille des occupations d'usine. Si nous gagnons la bataille contre l'O.A.S. nous serons suffisamment forts pour rassembler la population contre les députés U.N.R., gagner ainsi les élections et démocratiser les entreprises en donnant le pouvoir aux travailleurs. Pour cela

personne sur la touche. Tous dans une organisation démocratique, syndicale ou politique, sinon que le groupe constitué collabore avec les autres travailleurs la victoire est proche. Plus d'hésitants, il faut s'engager, la classe ouvrière doit se mobiliser. Nous réfléchissons après. Poussons en avant. "

Réponse à ce camarade:

Ta lettre est intéressante, non pas tant parce qu'elle est un plaidoyer pour la politique du P.S.U. mais surtout parce qu'elle est une défense de l'action des partis en général.

Sans doute involontairement, tu résumes en peu de mots et beaucoup plus clairement que cela n'est fait d'habitude, ce qu'on demande à des travailleurs qui adhèrent ou qui suivent une organisation: " tous dans une organisation démocratique, syndicale, ou politique ... La victoire est proche... la classe ouvrière doit se mobiliser.. Nous réfléchissons après. Poussons en avant. "

Tu raisones comme un capitaine avec "ses" soldats, comme un patron avec "ses" salariés. Tout ce qu'on leur demande c'est d'accepter le cadre qu'on leur propose (pour toi c'est le parti), d'obéir sans réfléchir, et de faire des efforts vers le but qu'on leur a fixé. La victoire est toujours proche.. Les travailleurs, ce sont des troupes qu'on "mobilise" (sous l'euphémisme "il faut se mobiliser pour" ...). Il y a une "élite" qui réfléchit et décide de l'action, qui fixe tout ce qui est bien, jusqu'à ce qu'il faut dire dans une manifestation.

Mais permets aux travailleurs, quand on leur demande "d'agir pour..." de réfléchir pour quoi ou pour qui ils agissent, et qu'elle sera la victoire qu'on leur promet.

A IGO, nous sommes tous des travailleurs (des employés, des ouvriers, des techniciens qui tous travaillent dans une entreprise). Si nous nous sommes retrouvés, c'est précisément parce que nous refusons d'être les petits soldats d'une organisation, et que les luttes ouvrières sont celles que la classe ouvrière fait et non celles qu'on invente de temps en temps "pour elle"; pour nous, la réflexion sur ce qu'on nous propose passe toujours avant la tactique. Il serait trop long de développer ici l'idée qu'un parti ou un syndicat travaille d'abord pour lui, consciemment ou non et que son action (c'est-à-dire celle des travailleurs "guidés" par lui) tend à l'amener à prendre le pouvoir (à la rigueur le partager); pour nous les seules "organisations" valables sont celles créées par la classe ouvrière elle-même, surgies de sa lutte, comme par exemple les conseils ouvriers.

Puisque tu parles de l'histoire, je te dirai qu'en 36 ce ne sont pas les ouvriers qui ont gagné ce que tu appelles "la bataille des occupations d'usines". Ce sont la CGT, le PCF, les partis "de gauche", qui ont fait cesser ces occupations avec des "avantages" dont la plupart s'envolèrent rapidement: 18 mois après, c'étaient les luttes très dures de 37-38, et la guerre toute proche. En fin de compte, les partis avaient fait le boulot pour le capitalisme qui ne pouvait employer ses flics contre les occupations généralisées. En fin de compte, l'ouverture vers la guerre s'est faite dans l'échec de 36 au niveau de la classe ouvrière/française.

On pourrait dire la même chose du "relèvement de la France" en 45-47. Aujourd'hui, la situation n'est même pas, de loin, identique à 36 ou à 45: ou y a-t-il une lutte ouvrière qui ait pesé sur le pouvoir pour que celui-ci mette fin à la guerre. Quand la classe ouvrière ne lutte pas, une "victoire" des partis et des

(suite page 18)

l'évolution des syndicats

Accord d'entreprise aux ACIERIES de BONPERRUIS (Isère) (II)

Dans le numéro 5, Décembre 1961, nous avons parlé longuement d'un accord signé par la CGT et la CFTC, dans une petite entreprise sidérurgique (300 salariés), accord présenté par les journaux patronaux comme le modèle des accords d'entreprise.

Alors que les "syndicalistes" continuent à se battre, au nom des grands principes, contre "l'intégration", pour les "libertés syndicales", la réalité s'est transformée si profondément que l'on voit apparaître des institutions qui légalisent cette intégration dans la cellule sociale fondamentale: l'entreprise. Elle se fait sans bruit (avec l'accord du syndicat qui le fait passer souvent pour une victoire) derrière le rideau de fumée des "luttres officielles" et des grandes déclarations.

La première partie de cet exposé portait sur la gestion, c'est-à-dire la nouvelle structure de l'entreprise telle qu'elle était définie dans ces accords. Si les notions traditionnelles de propriété, d'organisation du travail étaient "aménagées", par contre les principes d'autorité et de hiérarchie étaient hautement affirmés.

Cette seconde partie touche un point aussi important: l'argent, ce qu'en termes économiques on pourrait intituler: la répartition de la plus value. Il y a eu effet une tentative de définir une répartition des profits de l'entreprise en faisant appel à des notions non traditionnelles. Sous le couvert "d'équité", les fonctions essentielles de l'entreprise capitaliste moderne sont rétribuées; à côté des rémunérations traditionnelles du travail et du capital, se trouvent introduits les droits de la hiérarchie en tant que telle, c'est-à-dire de la bureaucratie d'entreprise, droits distincts de ceux des autres salariés de l'entreprise.

Voyons d'abord comment se calculent, comment se répartissent toutes ces rémunérations. Une première remarque s'impose tout de suite: dans le cas habituel, le salarié réclame son salaire, sans se soucier de la marche de l'entreprise, même si des primes ou des participations viennent s'y ajouter: il donne son travail, il prend son salaire, et c'est tout; l'astuce, dans ces accords, c'est que tous les éléments du salaire et des autres rémunérations (cadres, direction, actionnaires), s'imbriquent si étroitement, qu'il est impossible d'une part de parler des uns sans parler des autres, d'autre part de laisser de côté le fonctionnement même de l'entreprise. On voit tout de suite un point important: le salarié est intégré de force, il lui est impossible de revendiquer sans que tout soit directement et clairement mis en cause et sans qu'on lui oppose aussitôt les "intérêts supérieurs" de l'entreprise.

Schématiquement, voici comment se présentent les diverses rétributions dont l'ensemble est assez complexe; le nom donné est celui indiqué dans l'accord d'entreprise, entre parenthèses nous avons mentionné le nom courant :

Le chiffre d'affaires, c'est-à-dire les recettes brutes de l'entreprise servent à payer:

- 1° les fournisseurs (matières premières) et les frais (impôts)
- 2° les représentants: fonds des représentants.
(d'entreprise (salaires hiérarchisés)
- 3° la "rémunération": (
(reconstitution du capital (réévaluation)
- 4° la Direction: "fonds des administrateurs"
- 5° la "participation aux fruits de l'entreprise" (répartition des bénéfices)

Les points 1 et 2 n'appellent aucun commentaire.

Le point 3 met sur le même pied (c'est dans l'accord) le capital et le travail (on pourrait presque dire capital constant et capital variable). Car contrairement à ce qu'on pourrait croire, la rémunération du capital n'est pas un intérêt ou un dividende, mais la réévaluation du capital, sa "reconstitution" sous le nom de "capital véridique". (on jette un voile sur l'origine du capital).

Les raisons avancées pour cette double rémunération "équitable" valent d'être citées:

"le travailleur apporte son travail: il faut lui permettre d'en vivre lui et sa famille, afin qu'il soit en état, sans diminution de sa personne, et jusque plus tard dans ses enfants, de renouveler s'il le veut sa prestation. Il a le droit de vivre de son travail et d'y accomplir sa personnalité (sic)

"L'actionnaire apporte son bien... l'entreprise étant une action en commun, un échange de services ne peut pas faire l'objet d'une appropriation... Mais si on conteste à l'actionnaire la propriété de l'entreprise elle-même, il est essentiel de lui reconnaître un droit équivalent à son apport primitif...

"Par consentement mutuel (sic) les parties conviennent qu'il y a dans la convention faite, juste dédommagements des apports respectifs et suffisante équivalence entre la rémunération du travail et la règle de réévaluation adoptée pour le capital "...

(et cela est signé par la CGT et la CFTC).

Ce n'est pas la seule surprise:

- la rémunération globale d'entreprise n'est pas fixée d'après la production, mais d'après les ventes. Pour chaque produit fabriqué dans l'usine il est établi dans la convention d'entreprise un "prix interne", prix unitaire représentant le travail et défini ainsi:

" le total cumulé du prix de revient du travail, budgété dans
" dans l'hypothèse d'un travail à cadence normale et pour une
" activité générale de l'entreprise de 40 heures par semaine..
" et qui contient tout ce que le produit vendu nécessite de
" travail interne, de la première à la dernière opération, sans
" omettre... celle de la hiérarchie de commandement jusqu'en
" haut de l'échelle, hormis le président ".

La rémunération totale est calculée en multipliant les "prix internes"
ainsi définis par les quantités vendues de chaque produit.

Les prix internes, c'est-à-dire l'évaluation en argent de la quan-
tité de travail comprise dans les produits, sont réévalués dans la même proportion que
les augmentations de salaires qui "s'imposent à l'entreprise sur le plan régional ou
national, en vertu des obligations légales ou contractuelles ".

- Cette rémunération globale est répartie entre tous les salariés
suivant l'échelle hiérarchique habituelle, c'est-à-dire imposée.

- Le capital est réévalué dans les mêmes proportions que les taux
de base (prix internes)

On voit quels liens réels et subtils enserrant le travailleur:
on lui impose (au nom d'un consentement mutuel, décidé par la direction et les syn-
dicats):

- une rémunération de base (sorte de temps de travail nécessaire)
- une hiérarchie à la fois pour l'évaluation de ce temps et pour la répartition du salaire global (ce n'est pas lui qui fixe ni le nombre de cadres nécessaires, ni leur échelle hiérarchique).
- une réévaluation des salaires, qui est celle de l'économie nationale c'est-à-dire de la société capitaliste.
- le souci de la clientèle et des marchés de l'entreprise
- un enchaînement aux actionnaires: toute action conduisant à augmenter les taux de base (prix internes) profitant automatiquement aux actionnaires

On peut observer ainsi que les salaires se trouvent liés étroitement à l'économie globale; mais ils se trouvent liés aussi étroitement à la productivité. Si par l'accroissement de la productivité et l'augmentation correspondante des ventes; la rémunération globale augmente, l'entreprise ou les actionnaires n'en tirent aucun profit. Mais ceci appelle deux remarques importantes :

- Toute la hiérarchie prend sa part d'une augmentation de la productivité qui est pratiquement le fait des seuls ouvriers; de plus, la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production ne modifie ni les salaires, ni la peine des ouvriers puisque les taux de base sont modifiés en conséquence.

- c'est l'état du marché et des ventes qui amène les ouvriers à produire plus pour gagner plus

Comparaison faite avec la situation des ouvriers de partout, on retrouve, en y regardant de près, sous une forme alléchante, tout ce qui existe

dans l'usine moderne: les variations de salaire en fonction du rendement, les variations d'horaires donc de salaires en fonction des possibilités d'écoulement de la production, les réductions d'horaires ou de temps, donc de salaires lors de la mise en oeuvre de nouvelles machines. Mais alors qu'il s'agissait de variations séparées souvent incohérentes, considérées comme "inévitables" par les ouvriers, cet accord pose noir sur blanc, le problème du salaire face au problème de l'entreprise, à la sauce capitaliste et hiérarchique bien sûr, mais le pose quand même.

La Direction:

Le point 4 concerne "la rémunération des responsables ... à savoir le président...". C'est le salaire du détenteur de l'autorité: maximum 50.000 NF réévalué comme le taux de base (prix internes); cela ne change guère des rémunérations patronales habituelles et nous verrons que ce maximum est un minimum en réalité.

"Participation aux fruits de l'entreprise"

Le point 5 est plus important: il touche à la répartition des profits (de la plus-value pourrait-on dire, assez inexactement d'ailleurs), de ce que l'accord appelle "les acquêts de communauté et les fruits de l'entreprise".

La communauté c'est celle née du mariage du "capital et du travail". Une fois payé tout ce qui précède, le surplus s'il y en a, est acquis à l'entreprise, d'où le nom "acquêts de communauté". Ni les actionnaires, ni les travailleurs n'en sont propriétaires.

Ces "acquêts" deviennent des "fruits" s'ils sont répartis: ce sont ceux "qui peuvent sans dommage pour l'entreprise, au jugement de son chef ... être détachés d'elle pour être attribués aux bénéficiaires sous forme monétaire".

On voit donc, ici encore, affirmé le principe d'autorité du chef.

Plutôt que de donner le détail de la répartition de ces "fruits mûrs détachés de l'arbre", c'est l'esprit de celle-ci et les rapports avec la pratique actuelle qui importe. Dans ce règlement complexe on trouve:

- le salaire minimum garanti: si par l'application des principes ci-dessus, le salaire mensuel d'un ouvrier valide n'atteint pas le minimum garanti de 350 NF, ce salaire est complété à ce taux, uniforme pour tous (ce minimum est réévalué d'après une moyenne d'indices de prix à la consommation). Ceci est baptisé: "Participation prioritaire uniforme". Si le chef d'entreprise décide qu'il ne peut être payé au cours d'un seul mois, aucune autre participation ne peut être versée dans l'année à la direction, aux cadres ou aux actionnaires.

- Une augmentation permanente de salaire baptisée "participation forfaitaire égale à 10 % de la rémunération globale, augmentation qui disparaît si les cadres, la direction, les actionnaires ne peuvent rien toucher en propre.

- des "contreparties pour les cadres, la direction et les actionnaires". Il est évidemment astucieux de présenter le minimum garanti et le boni collectif comme

une répartition de profit dont les salariés ne sont pas les "seuls propriétaires" cela permet d'introduire la notion de contreparties et elles sont de poids:

- un "supplément hiérarchique" (en sus du forfait) égale à 10% de la rémunération globale et dont 3/10 vont au Président, le reste aux cadres "selon un échelonnement plus large que celui des appointements".
- des dividendes aux actionnaires: 0.225% du capital chaque fois qu'il est distribué 1% de la rémunération d'entreprise, c'est-à-dire que cela fait 4.50% au maximum.

S'il y a encore des surplus, ils sont répartis à raison de: 1% pour les salariés, 1% pour la hiérarchie (dont 3/10 pour le président) et 0.45 % du capital pour les actionnaires.

Il n'est pas possible de dire ce que tout cela représente en argent mais on ne peut que remarquer le cumul de la hiérarchie, partie prenante comme salarié et comme cadre, et qui grâce à son nombre réduit, doit voir sa part individuelle augmentée d'autant. Mais, mis à part l'intégration de tout cela en un système complet, il n'y a rien de nouveau par rapport à certaines clauses de participations aux bénéfices. Ce qui en fait l'intérêt, c'est la justification présentée comme évidente des privilèges de catégories sociales (direction, hiérarchie, actionnaires), leur acceptation par les syndicats.

Mais c'est précisément ce système complet qui pose aux travailleurs le problème même de l'entreprise où il travaille: quelle sera son attitude là où des garanties de salaires et la "concession" d'un partage (inéquitable, mais partage) du profit, ne lui sont acquises que s'il s'engage plus dans l'entreprise, alors qu'en fin de compte il n'y détient aucune autorité, aucun pouvoir, et qu'il n'a fixé aucune des règles qui le dominent.

(A suivre).

mmmmmmmmmmmmmmmm

documents

"La Génération Perdue" déconcerte Les Russes:

Ce texte doit être pris pour ce qu'il est. C'est la traduction d'un article de Harrison E. Salisbury, paru dans le New-York Times. Quelque imparfait qu'il soit, exprimant sans doute un aspect limité de la société russe, il n'en est pas moins révélateur des tendances du comportement des jeunes dans ce régime bureaucratique. Chacun ne manquera pas de faire tous parallèles avec le comportement des jeunes dans les sociétés capitalistes occidentales.

"Une Génération Perdue", étrangère aux buts et aux idées Soviétiques et très attirée par tout ce qui vient de l'Ouest, depuis les coupes de cheveux jusqu'à la croyance aux libertés démocratiques (liberté comme entendue à l'Occident) vient d'apparaître en URSS. Ces jeunes, élevés sous un régime communiste, ne connaissent la vie que sous un régime Marxiste et la plupart trop jeunes pour avoir connu la guerre de 39-45 et Staline, sont le désespoir du P.C. Certains parmi les jeunes sont des voyous, les cousins soviétiques de la génération "désaxée" de New-York. D'autres, sont des jeunes bien élevés, enfants de hauts fonctionnaires du parti et du gouvernement. Ceux-là vont de pair avec les "beatniks" de San Francisco ou les existentialistes de la Rive Gauche à Paris. Des provinces lointaines aux lumières de la rue Gorki (que les jeunes persistent à appeler "Broadway") à Moscou, la génération ayant l'âge de 15 à 25 ans est en révolte nihiliste qui est la même que celle de leurs contemporains de l'Ouest. Les agitateurs du parti les exhortent. Les "durs" (formés en groupes policiers) de la Komsomol les chassent des restaurants et cafés et les envoient à la maison. Leurs photos sont affichées sous le titre : "Parasites, sortez !" (Foutez-nous le camp) ! Ils sont envoyés aux terres vierges et aux chantiers de la Sibérie. Mais rien de ce que le parti a essayé ne regagne la loyauté et l'enthousiasme de cette génération ennuyée, nihiliste et désorientée. "C'est notre plus grande défaite" a admis un vieux du parti. "Les jeunes ont déserté la cause. Je ne sais pas comment nous allons les reprendre".

Naturellement, tous les jeunes n'ont pas tourné le dos au communisme. Des enthousiastes peuvent être trouvés en Sibérie, travaillant vigoureusement à des températures allant jusqu'à - 40°. On peut en trouver à l'Université de Moscou et dans la Jeunesse Communiste. Mais le nombre de révoltés est grand. On peut les voir partout. Ils dansent sur de la musique occidentale. Les habits sont taillés à la façon occidentale. Ils agissent comme des occidentaux, autant qu'ils le peuvent. Le jazz américain est champion. Le parti n'essaye même plus de le combattre. Les orchestres à Moscou ne jouent que des airs occidentaux. Quand ils s'arrêtent on met un magnétophone avec des enregistrements de "Music USA", un programme de "Voice of America". La rumba, samba mambo, cha-cha-cha, toutes les danses de l'Amérique latine, sont maintenant permises. Elles sont les "danses folkloriques" de Cuba, un bon ami de la Russie. Donc, comment peuvent-elles être interdites? La propagande du Parti vitupère encore le jitterburg (que peu ont vu) et le rock'n roll.

Mais les jeunes ont abandonné ces dernières danses pour les danses d'Amérique Latine. Maintenant, ils attendent avec impatience le twist. Ils ont entendu parler de la fureur du twist et ont vu des photos accompagnant la propagande contre le twist. Mais personne à Moscou, sauf quelques diplomates, ne sait danser le twist. Il ne faudra pas attendre longtemps avant que les jeunes de Moscou twistent comme le reste du monde. La question posée à presque tous les étrangers est : "pouvez-vous nous montrer comment danser le twist?" Dans les restaurants et théâtres de Moscou, il est difficile de voir une différence entre les jeunes russes et les étrangers. Les filles s'habillent à la mode italienne ou française (les chaussures copient le style italien et sont fabriquées en Tchécoslovaquie). D'autres suivent le style de B.B. l'idole de leurs amis. Aucun film de Bardot n'a encore été projeté en public, mais certains l'ont vu en séances privées et beaucoup ont vu sa photo dans des journaux de l'Europe orientale. Dans les cafés, les jeunes filles portent des queues de cheval, des ballerines, des colants noirs, etc... Elles sont accompagnées par des garçons à barbes et portant des pantalons de drill beiges; des jeunes hommes comme on en trouve dans des centaines d'Universités américaines. Le parti hait les barbes autant que le cha-cha-cha, mais comme

Fidel Castro porte une barbe, la manie n'est pas attaquée ouvertement. Par contre, des causeries ayant comme sujet la vertu de se raser tous les jours, sont données assez souvent.

Une autre fraction de cette jeunesse "perdue" s'habille d'une façon "classique". La coupe de cheveux est stricte à la "Princeton ou Yale", remplaçant la coupe Tarzan d'il y a quelques années. Le complet est d'habitude, bleu foncé ou d'un gris Oxford. Ils portent des chemises blanches et des cravates étroites (style italien) avec des raies horizontales ou, parfois, des chemises foncées, unies avec une cravate jaune ou bleue claire. Les pantalons ne sont plus larges, mais très étroits. De temps en temps, on voit un jeune homme qui porte un chapeau plat avec les rebords élevés et des bluejeans qui sont appelés ou "kowbois" ou "pantalons du Texas".

Rien n'agace les propagandistes du parti plus que les bluejeans. Ils disent que c'est un style complètement étranger. Ils font remarquer que la toile n'en est même pas produite en URSS. L'origine des bluejeans est incertaine. On croit qu'ils sont introduits en contrebande, venant de Berlin-Ouest, par la Pologne.

Ces jeunes sont de fanatiques lecteurs des journaux polonais ou des organes des PC de l'Ouest comme l'Unita, l'Humanité et le London Daily Worker. Les autres publications de l'Ouest ne sont presque jamais vendues en URSS, mais parfois des exemplaires de Time, Life, ou Vogue sont obtenus auprès des touristes. Les touristes aussi bien que les étudiants de Pologne et de l'Europe occidentale, sont la voie principale par laquelle arrivent les goûts et styles de l'Ouest.

Une autre source est constituée par les films anti-américains. Les jeunes les interprètent à contresens, glorifiant ce qu'ils devraient mépriser. Deux films de ce genre sont en ce moment projetés en URSS: "America Through the Eyes of the French" et "Multi-Storied America". (N.D.L.R.: un de ces deux films est probablement "L'Amérique Insolite"). Les deux films ne sont pas complètement anti-USA, mais ils sont montrés pour leur côté critique.

Des réactions types des jeunes russes envers les deux films sont les suivantes: "Avez-vous vu 'America Through the Eyes of the French'? Que c'est formidable! Est-ce que la vie aux USA est vraiment aussi sensationnelle? Ici c'est tellement ennuyeux! Ont-ils vraiment des circtières d'autos aux USA? Y-at-il vraiment ces bandes de blousons noirs? Est-ce qu'ils se battent entre eux? Est-ce qu'on démolit vraiment les voitures en se rentrant dedans? Combien coûte la voiture la moins chère aux USA? Pas une neuve, mais d'occasion?"

La conversation est ponctuée d'exclamations et elle est toujours sur un ton très excité.

Comme leurs semblables des USA, les jeunes russes ont un argot spécial, qu'eux seuls comprennent. Beaucoup d'expressions sont l'équivalent des expressions de l'Ouest. Ils assaisonnent leurs conversations de mots comme "tip-top", et "O.K."

Une phrase favorite est : " Don't be afraid, lads, keep your pistol in your belt ". (N'ayez pas peur les gars, gardez vos pistolets à la ceinture). Cela vient probablement d'un vieux western ou d'un illustré apporté en contrebande. L'illustré est en vogue même parmi les garçons qui ne peuvent pas lire les langues étrangères.

Les membres les plus sophistiqués de cette "génération perdue" préfère J.D. Salinger, ses œuvres ayant été récemment traduites. "Catcher in the Rye" est presque devenu le symbole d'un statu élevé chez les étudiants. Ils commencent à lire aussi des traductions de John Cheever.

Que veulent ces jeunes gens?

Il y a plusieurs études de cette génération qui ont été faites par des écrivains sympathisants. Ces écrivains furent immédiatement dénoncés par le Parti comme membres de cette génération perdue, ce qui n'est pas tout à fait sans fondement.

Un jeune, dans une pièce de Ivan Kupriyanov, dit ceci : " C'est trop ennuyeux d'être orthodoxe. On ne peut pas faire ceci, on doit faire cela, j'en ai marre de tout cela. On n'a pas besoin d'être intelligent pour bêler des vérités banales. Si j'avais les moyens, j'interdirais le bla-bla-bla officiel pour toujours".

Un autre garçon, dans un scénario de Viktor Rozov, répond quand sa mère lui dit qu'il devrait se tenir plus tranquille : " Je devrais ! Je devrais ! Je suis à peine entré dans le monde, et tout ce que j'entends est : tu devrais faire ceci, tu devrais faire cela. Tu devrais !! Il n'y a rien que je doive faire."

Quand on demande à un voyou ce qu'il attend de la vie, il répond : "Mon plus grand désir? Voyons, personne ne souhaite une attaque cardiaque. Ce que je veux? L'alcool... aller au restaurant... du jazz..... de l'argent... des femmes... une Volga (voiture russe).... une maison de campagne... Tout ce que veut un homme du monde".

Cette attitude déconcerte la génération plus âgée. Comme le dit un chef du parti dans une pièce : " Je ne peux pas comprendre nos jeunes. Ils sont une sorte de faux pli. Ils grandissent sans idéal. Ils ont perdu leur idéal. " Et la réponse est : " Quel sorte d'idéal était-ce que l'on puisse les perdre aussi facilement?".

Beaucoup de jeunes ont de l'argent. Beaucoup sont les fils et filles d'importants fonctionnaires, directeurs d'usines, et membres du parti. Ils passaient leurs soirées à l'Hôtel National jusqu'au jour où le fameux jazz qui y jouait fut déménagé pour le Restaurant de Budapest. Ils y sont allés, sans cesse poursuivis par les jeunes patrouilles "druzina" du Komsomol; patrouilles qui sont formées d'individus portant un brassard rouge au bras, et qui sont des gardiens quasi-officiels de la bonne conduite sociale. Actuellement, ils vont à l'Hôtel Métropole où il y a un nouvel orchestre "au poil".

Il y en avait quelques uns qui faisaient du marché noir, échangeant des devises avec les étrangers. Certains échangeaient des Icones pour des vêtements de l'étranger. Les mesures draconiennes du gouvernement- exécution par peloton de tout trafiquant illégal de devises- ont arrêté ces activités.

Dans les villes de province, et dans la banlieue industrielle de Moscou, l'image de la jeune génération n'est guère belle. Les garçons s'organisent en bandes de durs qui terrorisent souvent les gens dans la rue. Les journaux disent constamment qu'à Pskov, Saratov, ou Zagorsk, des bandes de blousons noirs contrôlent les rues et que les gens n'osent pas sortir la nuit. Ces bandes se divertissent en attaquant les postes de police et en matraquant les flics.

Dans certaines gares de Moscou, il y a des affiches reproduisant des photos de durs d'autres villes et des avertissements : "Vous ne passerez pas. Nous n'avons pas de place dans notre société pour les voyous ". Mais les querelles d'ivrognes qui explosent dans les restaurants de Moscou, dans les queues en attendant le taxi, dans les métros et aux marchés, montrent que ce que la presse de la Jeunesse Communiste appelle " les Bacilles du voyoutisme " est déjà bien établi dans la capitale.

Que pensent ces jeunes du communisme?

Un s'empare d'un paquet de cigarettes et s'en va. Son copain s'écrie: "Mais tu n'as pas payé !" - " J'anticipe simplement l'arrivée du communisme où tout sera gratuit ". - Un autre dit: " Nous avons entendu dire que la vie est belle et entendu parler de tous les sacrifices qui ont été faits pour construire notre société. Maintenant, nous voulons en jouir ". - " Est-ce que j'aime mon travail? - Bien sûr, tous les premier et quinze du mois, quand je reçois ma paye." Ceux qui sont plus sérieux, ceux qui ne se sont pas laissés aller complètement à l'imitation gratuite des manies et caprices de l'Ouest, recherchent des Occidentaux pour les interroger avec passion. Ils ont peu d'espoir de trouver leur idéal dans le monde sombre et hypocrite qu'ils habitent. Ils espèrent que la "vérité" existe à l'Ouest. (c'est-à-dire notamment, l'absence de mensonges).

"Oh si vous saviez combien j'aimerais connaître d'autres pays, disait une jeune fille de 21 ans rencontrée à Samarkand. " Elle était allée là après avoir terminé ses études universitaires dans une ville de la Volga. Elle était allée là parce qu'elle pensait qu'au moins l'Asie Centrale serait différente. " Je suis ici depuis un an. C'est aussi ennuyeux que la Volga. Je veux aller à l'étranger. Même si ce n'est qu'en Roumanie. Si vous saviez comme la vie peut-être ennuyeuse en Russie !..."

syndicats signifie peut-être leur victoire, mais nullement celle de la classe ouvrière.

J'en viens aux critiques exprimées sur les idées de certains camarades. L'O.A.S. exprime une conception fasciste, ce serait le fascisme si elle s'installait au pouvoir; mais dans la situation présente, ce n'est pas le fascisme certains d'entre nous pensent même que ce n'est même pas une menace fasciste: il y manque en effet l'essentiel du fascisme une base sociale, une situation économique qui crée cette base sociale et rende le fascisme nécessaire pour le capitalisme. Le souvenir de la guerre et de l'histoire des trente dernières années trouble chez beaucoup de camarades la compréhension des événements. (la propagande du PCF ne contribue d'ailleurs pas peu à ce trouble). Selon les situations rencontrées le capitalisme secrète l'autoritarisme, le fascisme, le parlementarisme ou le régime présidentiel; la lutte des travailleurs s'adapte à cette évolution. Toutes les hypothèses sont permises dans l'évolution du capitalisme au cours des 5, 10, ou 20 prochaines années. Comme on ne sait pas grand'chose de l'évolution mondiale des capitalismes russes et américains -et de ceux qui leur sont rattachés- parler de menace fasciste c'est un peu faire des plans sur la lune.

Maintenant, sur le soutien-indirect- à De Gaulle, il n'y a qu'à regarder ce qui se passe maintenant pour comprendre les intentions politiques du PCF. Sur la notion de "service d'ordre" du parti: il est dirigé plus contre les manifestants que contre les flics; sa mission est essentiellement d'encadrer la manifestation pour qu'elle exprime exactement ce que le parti en attend, selon sa tactique politique du moment.

Tu termines une autre lettre en écrivant "que les critiques nous disent ce qu'il faut faire": quand les travailleurs entrent en lutte, il n'est pas besoin de leur dire ce qu'il faut faire, les mots d'ordre viennent tout seuls mais à ce moment là, souvent, ceux des organisations ne répondent pas à ce qu'attendent les travailleurs. "

Lettre d'un camarade du midi:

...Revaloriser les syndicats pour entraîner les travailleurs à l'accroissement de la productivité ce n'est pas nouveau; plan de Man en Belgique après la crise de 1939-32, plan de la CGF en France avec le Front Populaire, et le retrouvez vos manches, pour la reconstruction de l'impérialisme français après la guerre. Ça prend, plus ou moins, à chaque coup. Actuellement un accroissement de productivité est nécessaire, avec le Marché Commun. On a pu voir dans ces articles du Monde, quelle est la proportion des "représentants" ouvriers dans les organismes de préparation du Plan. Il peut en rentrer le double, le triple et même dix fois plus, et ça ne changerait rien. Il y a eu des réalisations, octroyées d'ailleurs, plus délicates à discuter: les contrats collectifs, les assurances sociales, les allocations familiales, les nationalisations, les "progressistes" l'avaient belle! Ça merdoyait dur dans l'avant-garde. Réformisme ou néo-réformisme s'appuyant sur un capitalisme en définitive en expansion, ce n'est pas facile à combattre. Les révolutionnaires doivent reprendre leur souffle et se réarmer. Ça me fait penser à la brochure de Mercier. En abandonnant l'épithète de "révolutionnaire" pour "libertaire" qui est bien vague Mercier adapte son syndicalisme à la mode syndicats libres, c'est-à-dire qui ne mettent pas en cause le régime. Hagnauer allant plus loin, lui qui parle de le défendre ce régime. Tous les tenants de l'idéologie bureaucratique (Naville, Mallet les trotskystes) se retrouvent en fait avec les réformards ou néo-réformards pour marcher à fond dans cette histoire de planification démocratique. Mais ils sont tout de même divisés sur la nature des planificateurs : bureaucratie ou capitalistes

Lettre d'un camarade de Bretagne:

"J'ai bien reçu ta revue de Mars 62 et te remercie; elle me plaît beaucoup. Je ne connaissais pas auparavant "Informations & Correspondances Ouvrières".

Pourrais-tu me faire parvenir les 5 autres numéros parus, et qui me seraient utiles pour avoir une idée d'ensemble aussitôt. Je n'ai plus confiance dans les syndicats, la preuve j'ai quitté une place d'administration, pourtant j'étais titulaire de l'emploi depuis 10 ans (1944). Le syndicalisme est un commerce et les 3/5 sont des marche-pieds, les 2/5 l'élite, et ils s'entendent comme larrons en foire, n'importe les nuances. Si par hasard un individu ne veut pas se faire syndiquer, comprenant le manège, les 5/5 au total se mettent contre lui pour le massacrer; pour les 3/5 c'est de l'ignorance et de la bêtise; pour les 2/5 c'est la planque, l'assiette au beurre, le travail facile, et sous le couvert de la classe ouvrière, vendrait la peau des subordonnés syndicaux, et mouchardent tout aux bonzes de toutes nuances, et le travail marche à la sueur des 3/5 des syndiqués et les 2/5 se reposent et pas besoin de patron. Vraiment inutile le patron puisque ces 2/5 planqués surveillent mieux qu'un patron et font baver les copains pire qu'un patron."

mmmmmmmmmm

COMpte-RENDU des COMPTES du I^{er} TRIMESTRE 1962

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
: Abonnements et soutien	: Frais rédaction du bulletin
	: et envois postaux
<hr/>	
: Au I/1/62 Report année 61:	
: N.F. 93.72	
: Janvier 62 87.00	: N.F. 89.77
: Février 62 150.36	: 98.53
: Mars 62 54.18	: 99.55
	<hr/>
	: 287.85
	<hr/>
: RESTE EN CAISSE	
: au I/4/62 97.41	
: Reçu le 12/4/62 10.00	

les charges d'avril restent à payer .

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manoeuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.